



MARCHE DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

PRESTATIONS DE REGIE PUBLICITAIRE, D'IMPRESSION ET DE ROUTAGE/AFFRANCHISSEMENT DE LA REVUE « ACTIONS »

Marché passé selon une procédure adaptée en application des articles L.2123-1-1°, R.2123-1-1°, R.2123-4, et R.2162-13 à R.2162-14 du code de la commande publique

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

(COMMUN A TOUS LES LOTS)

Date limite de réception des offres : **MERCREDI 11 AVRIL 2025**

Heure limite de réception des offres : **12h00**

Candidature et offre par voie électronique uniquement :

Profil acheteur : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

SOMMAIRE

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONSULTATION – DISPOSITIONS GENERALES.....	3
1.1 Objet de la consultation.....	3
1.2 Conditions d'exécution du marché	3
1.3 Décomposition en lots et nomenclature CPV	3
1.4 Technique d'achat.....	3
ARTICLE 2 – PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE.....	4
ARTICLE 3 – CONDITIONS DE LA CONSULTATION	5
3.1 Durée du marché - Délai d'exécution.....	5
3.2 Livraison	5
3.3 Variantes	5
3.4 Type de contractant exigé	5
3.5 Délais de validité des offres	6
3.6 Mode de règlement et modalités de financement	6
3.7 Conditions particulières d'exécution.....	6
ARTICLE 4 – SOUS TRAITANCE.....	6
ARTICLE 5- EXECUTION DES PRESTATIONS	7
ARTICLE 6 – PRIX DU MARCHE	7
6.1 Présentation des prix	7
6.2 Contenu des prix	7
6.3 Détermination des prix de règlement	8
6.4 Dispositions sur les prix	8
ARTICLE 7 – REVISION DE PRIX.....	8
ARTICLE 8 – MODE DE REGLEMENT – FACTURATION.....	9
8.1 Condition de paiement spécifique au lot 1	9
8.2 Conditions de paiement lot 2.....	9
8.3 Conditions de facturation	10
ARTICLE 9 – ASSURANCES.....	10
ARTICLE 10 – MONNAIE – LANGUE – DROIT ET REGLEMENT DES LITIGES	10
ARTICLE 11 – PENALITES	11
ARTICLE 12 – RESILIATION.....	11
ARTICLE 13 – CLAUSE DE CONFIDENTIALITE ET DE SECRET	11
ARTICLE 14 – DEROGATION AU CCAG/FOURNITURES COURANTES ET SERVICES	112

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONSULTATION – DISPOSITIONS GENERALES

1.1 Objet de la consultation

Le présent marché, a pour objet la régie publicitaire, l'impression et le routage/affranchissement de la revue « ACTIONS » de la Chambre de commerce et d'industrie de Limoges et de la Haute-Vienne.

Les dispositions sont précisées dans les Cahiers des clauses Techniques Particulières (CCTP), un par lot, et de leurs annexes éventuelles, ainsi qu'aux dispositions du présent Cahier des Clauses Administratives Particulière (CCAP) commun à tous les lots.

Cette revue comporte 4 numéros par an dont les parutions sont prévues la 1ère quinzaine des mois de mars, juin, septembre et décembre.

1.2 Conditions d'exécution du marché

La présente consultation est passée selon une procédure adaptée en application des articles L.2123-1-1°, R.2123-1-1°, R.2123-4, et R.2162-13 à R.2162-14 du code de la commande publique.

L'ensemble des présentes dispositions administratives sont applicables à tous les lots du marché.

1.3 Décomposition en lots et nomenclature CPV

Il est prévu 2 lots constitués de la façon indiquée ci-dessous et comme décrits dans les C.C.T.P.

Numéro du lot	Nom du lot	Classification CPV principale
Lot 1	Régie publicitaire	79341000-6 : services de publicité
Lot 2	Impression/Routage-Affranchissement	79823000-9 : services d'impression et de livraison

Les candidats pourront présenter une offre pour un lot, plusieurs lots ou l'ensemble des lots.

Les offres seront examinées par lot, les lots seront attribués, soit en totalité à la même entreprise, soit séparément à différentes entreprises.

- *Classification principale CPV : **79341000-6 : services de publicité**
79823000-9 : services d'impression et de livraison*

1.4 Accord-cadre

Pour le lot 2 : Impression/Routage-Affranchissement : il s'agit d'un accord-cadre avec un minimum et un maximum annuel d'achat en application des articles R.2162-1 à R.2162-6 et R.2162-13 à R.2162-14 du code de la commande publique.

Lot concerné	Montant € HT (minimum annuel)	Montant € HT (maximum annuel)
Lot 2 : impression/routage-affranchissement	10 000€ (hors coût de l'affranchissement)	25 000 € (hors coût de l'affranchissement)

Les bons de commande seront émis au fur et à mesure des besoins jusqu'au dernier jour de validité du marché. Seuls les bons de commande signés par le représentant du pouvoir adjudicateur pourront être honorés par le titulaire.

Les notifications des bons de commandes seront effectuées par la Chambre de commerce et d'industrie de Limoges et de la Haute-Vienne (CCILHV), en fonction de ses besoins. La CCILHV transmettra chaque bon de commande à réaliser au titulaire retenu en y indiquant les quantités, le prix et le montant des prestations commandées, les délais d'exécution et les lieux d'exécution. Le/les catalogues remis avec l'offre sert(vent) de référentiel(s) aux bons de commandes, pour les prix.

Chaque bon de commande indiquera :

- le nom ou la raison sociale du titulaire,
- la date et le numéro de référence du marché,
- la date et le numéro du bon de commande,
- la nature et la description des prestations à réaliser,
- le délai d'exécution des prestations,
- la référence produit,
- la quantité,
- le prix,
- les modalités, la date et le lieu de livraison,
- l'adresse de facturation.

Les bons de commandes peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord cadre. Les bons de commandes seront envoyés par mail.

ARTICLE 2 – PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Le présent marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

- ◆ L'Acte d'Engagement ATTRI1- Lot 1 et son annexe financière « bordereaux des prix lot 1 »
- ◆ L'Acte d'Engagement ATTRI1- Lot 2 et son annexe financière « bordereaux des prix lot 2 »
- ◆ Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)
- ◆ Le Cahier des Clauses Techniques Particulières Lot 1 (CCTP) et son annexe
- ◆ Le Cahier des Clauses Techniques Particulières Lot 2 (CCTP) et son annexe
- ◆ La notice DUME
- ◆ Le formulaire DC4 « Acte spécial en cas de sous-traitance » si nécessaire, ou équivalent, un par lot
- ◆ Le Règlement de Consultation

A noter que le **Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services** étant réputé connu des entreprises répondant au présent marché n'est pas joint matériellement au présent dossier de consultation des entreprises. Le document applicable sera celui en vigueur à la date de remise des offres fixée par le règlement de consultation.

Ce document est téléchargeable sur le site :

<https://www.economie.gouv.fr/daj/cahiers-clauses-administratives-generales-et-techniques>

Le marché, constitué des documents contractuels définis ci-dessus, exprime l'intégralité des obligations des parties. Ses dispositions prévalent sur celles qui figureraient sur les documents de réponse, lettres ou autres documents échangés entre la Chambre de commerce et d'industrie de Limoges et de la Haute-Vienne et le titulaire, préalablement à la signature du présent marché.

Aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents envoyés par le titulaire ne pourra s'y intégrer.

Il en est ainsi sans que cette liste soit exhaustive, des conditions d'achat ou de location, des conditions de vente, des conditions figurant sur les factures, des conditions énoncées dans les documents commerciaux.

Les prestations, objet du présent marché, devront être conformes :

- aux dispositions et spécifications techniques des CCTP (un par lot)
- aux normes françaises homologuées ou à d'autres normes applicables en France, en vertu d'accords internationaux, en vigueur le premier jour du mois précédant la date limite de réception des offres
- aux normes françaises ou à des normes internationales existantes dans un autre Etat membre de l'Union Européenne, transposant les normes européennes, en vigueur pendant la durée d'exécution du marché.

ARTICLE 3 – CONDITIONS DE LA CONSULTATION

3.1 Durée du marché - Délai d'exécution

Le marché est conclu pour une période d'un **(1) an à compter de la date de notification**, renouvelable deux fois pour la même période par reconduction expresse, sans que sa durée ne puisse excéder trois (3) ans

Reconduction expresse : le pouvoir adjudicateur prend par écrit, dans les trois (3) mois précédents l'échéance du marché, sa décision de reconduire ou non le marché. Le titulaire du marché ne peut refuser sa reconduction (article R.2112-4 du code de la commande publique). En cas de non-reconduction, le titulaire ne pourra prétendre à aucune indemnité.

Le lot n° 1 « Régie publicitaire » commencera à compter du numéro de **mars 2026**.

Le lot n°2 « Impression/Routage-Affranchissement » commencera à compter du numéro de **septembre 2025**.

Le marché prendra fin avec le numéro de décembre 2028 inclus en cas de reconduction.

Les délais d'exécution des prestations sont fixés dans les Cahiers des Clauses Techniques Particulières (un CCTP par lot).

3.2 Livraison

Les livraisons se feront conformément à l'article 21 du CCAG-FCS 2021 issu de l'arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services.

Les livraisons devront être conformes aux commandes effectuées.

Les bons de commande pourront valablement être émis pendant toute la durée du marché jusqu'au dernier jour de celui-ci. Dans ce cas, le titulaire du marché est tenu d'exécuter les commandes concernées même si leur date d'exécution se trouve au-delà de la période de validité du marché.

Les livraisons se feront franco de port, d'emballage et d'assurances. Le déchargement incombe au fournisseur.

3.3 Variantes

Les variantes ne sont pas autorisées.

3.4 Type de contractant exigé

L'offre des candidats sera présentée par une entreprise seule (titulaire unique) ou par un groupement. L'acheteur souhaite que le groupement, s'il devient titulaire du marché, adopte la forme solidaire. La forme de ce groupement ne peut pas être exigée au stade de la candidature.

En conformité avec les dispositions des articles R.2142-19 à R.2142-24 et R.2142-26 à R.2142-27, il est rappelé que :

- un même prestataire peut présenter une candidature soit à titre individuel, soit en qualité de membre d'un (ou de plusieurs) groupement(s), mais qu'il ne peut en aucun cas cumuler ces deux qualités en réponse à une même consultation,
- l'un des prestataires doit être désigné comme mandataire pour représenter l'ensemble des membres vis-à-vis de l'acheteur, et coordonner les prestations des membres du groupement,
- un même prestataire ne peut pas être mandataire de plus d'un groupement en réponse à une même consultation.

En cas de groupement, la forme souhaitée par le pouvoir adjudicateur est un groupement conjoint avec mandataire solidaire.

Si le groupement attributaire du marché est d'une forme différente, il pourra se voir contraint d'assurer sa transformation pour se conformer au souhait du pouvoir adjudicateur tel qu'il est indiqué ci-dessus.

3.5 Délais de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à **quatre-vingt-dix (90) jours** à compter de la date limite fixée pour la réception des offres.

3.6 Mode de règlement et modalités de financement

Les sommes dues au titulaire et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché, seront payées dans un délai global de **trente (30) jours** à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

Le mode de règlement est le virement bancaire.

Le marché est financé sur fonds propres de la chambre de commerce et d'industrie de Limoges et de la Haute-Vienne.

3.7 – Conditions particulières d'exécution

Aucune prestation n'est réservée au profit d'entreprises ou d'établissements visés aux articles R.2113-7 et R.2113-8 du code de la commande publique.

ARTICLE 4 – SOUS TRAITANCE

La sous-traitance sera autorisée dans les conditions prévues par les articles L.2193-1 à L.2193-14 et R.2193-1 à R.2193-22 du code de la commande publique.

La sous-traitance de l'exécution de certaines parties du marché est possible à condition d'avoir obtenu de la personne publique contractante l'acceptation préalable de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement. Les sous-traitants sont soumis à l'accord préalable de la Chambre de commerce et d'industrie de Limoges et de la Haute-Vienne.

La sous-traitance est régie par la loi du 31 décembre 1975 et par les articles L.2193-1 à L.2193-14 et R.2193-1 à R.2193-22 du code de la commande publique qui prévoit le paiement direct de la personne publique cocontractante au bénéfice du sous-traitant déclaré et ce dès que le montant du contrat de sous-traitance atteint 600 € TTC.

Le sous-traitant peut être présenté soit au stade de la candidature, soit au stade de l'offre, ou encore au stade de l'exécution de la prestation.

Les sous-traitants devront fournir lors du dépôt de leur offre un dossier complet comprenant l'ensemble des pièces demandées aux candidats dans l'avis d'appel public à la concurrence nécessaire à l'agrément des sous-traitants.

Si ces sous-traitants ne sont pas encore désignés au jour du dépôt de l'offre, le candidat a l'obligation d'indiquer dans l'acte d'engagement le détail des prestations et le montant éventuel de prestations qu'il envisage de sous-traiter par la suite, au cours de l'exécution du marché.

ARTICLE 5- EXECUTION DES PRESTATIONS

L'exécution des prestations doit se faire conformément aux stipulations du marché. Le titulaire devra se référer aux Cahiers des Clauses Techniques Particulières Lot 1 et son annexe ainsi qu'au Cahier des Clauses Techniques Particulières Lot 2.

Les prestations devront être conformes aux stipulations du marché, les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du marché.

ARTICLE 6 – PRIX DU MARCHÉ

6.1 Présentation des prix

Les prix seront présentés :

- à l'acte d'engagement ATTRI1, un par lot et si besoin à son annexe DC4 en cas de sous-traitance, joints au dossier de consultation des entreprises,
- au bordereau de prix que remettra le candidat, un bordereau par lot. Les bordereaux de prix sont obligatoirement renseignés, annexés à l'acte d'engagement et dûment paraphés, datés et signés.

6.2 Contenu des prix

Les prix présentés à l'acte d'engagement et au bordereau des prix sont réputés comprendre :

- toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation ainsi que tous les frais afférents au conditionnement, à l'emballage et au transport jusqu'au lieu de livraison des différents sites précisés dans le présent dossier de consultation des entreprises puis dans chaque bons de commandes,
- la réalisation des prestations telles que définies dans le présent dossier de consultation des entreprises,
- toutes sujétions comprises pour une exécution complète et soignée des prestations demandées,

Aucun frais supplémentaire ne peut s'ajouter au contenu des prix comme ci-dessus définit.

6.3 Détermination des prix de règlement

Les prix seront donnés en euros hors taxes et toutes taxes.

Le marché est conclu aux prix figurant à l'acte d'engagement et à son annexe « bordereau de prix » pour la solution du lot 1 ainsi qu'aux prix figurant à l'acte d'engagement et à son annexe « bordereau des prix » pour la solution du lot 2.

Le soumissionnaire est réputé avant la remise de son offre :

- avoir contrôlé toutes les indications portées dans les Cahier des Clauses Techniques Particulières, un par lot, dans le règlement de consultation ainsi que dans le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières, notamment celles données par les pièces écrites et s'être assuré qu'elles sont exactes, suffisantes et concordantes.

Tout ce qui serait indiqué dans les pièces écrites du dossier remis au titulaire mais ne figurant pas sur les annexes ou réciproquement, aura la même valeur que si les indications correspondantes étaient portées sur l'ensemble des documents,

- s'être entouré de tous les renseignements utiles auprès du pouvoir adjudicateur.

En outre, le soumissionnaire du marché reconnaît formellement que les prix qu'il a consentis tiennent compte de toutes les prestations décrites au sein du présent dossier de consultation des entreprises ainsi que des prestations, garanties et obligations résultant du marché, des impôts, des taxes et redevances en vigueur, et de toutes charges et aléas pouvant résulter de l'exécution du marché.

Aucun frais supplémentaire ne peut s'y ajouter. Le montant TTC s'entend au taux de TVA en vigueur lors de l'exécution de la prestation.

6.4 Dispositions sur les prix

En cas de discordance constatée dans l'offre, les indications portées en lettres à l'acte d'engagement prévaudront sur toutes les autres indications de l'offre.

Si des erreurs de multiplication, d'addition ou de report sont constatées dans la décomposition du ou des bordereau(x) de prix le montant total ne sera pas rectifié pour le choix de l'offre la plus avantageuse. Toutefois, si l'entreprise concernée est sur le point d'être retenue, elle sera invitée à rectifier cette décomposition pour la mettre en cohérence avec le prix forfaitaire. En cas de refus, son offre sera éliminée.

ARTICLE 7 – REVISION DE PRIX

Les prix sont fermes pendant toute la première année du marché.

Les prix unitaires figurant à l'acte d'engagement et au bordereau de prix détaillés sont réputés établis aux conditions économiques du mois de septembre 2025 pour le lot impression/routage/affranchissement et celles de mars 2026 pour le lot régie publicitaire. Ce mois étant appelé mois 0.

Les prix seront révisibles par référence au tarif ou barème que le titulaire pratique à l'ensemble de sa clientèle, une fois par an et pour toute l'année à suivre. Les candidats ont la possibilité de fournir la formule de révision des prix qu'ils appliquent, ou s'il le souhaite proposer un prix ferme pour la durée du marché.

Le titulaire s'engage à faire parvenir au pouvoir adjudicateur, par lettre recommandée avec avis de réception, son nouveau barème. L'actualisation se fera aux conditions économiques correspondant à une date antérieure de 3 mois à la date de début d'exécution des prestations.

Les clauses limitatives suivantes sont applicables :

- Le titulaire adressera préalablement sa demande d'ajustement en respectant un préavis de trois semaines au service Comptabilité, dont les coordonnées figurent à l'article 9 ci-dessous. Il mentionnera le numéro, l'intitulé du marché et fera ressortir sur sa demande le montant de la prestation avant ajustement et son montant après ajustement.
- Le titulaire est tenu de présenter sa demande d'ajustement des prix du marché chaque année de reconduction. A défaut pour lui d'y avoir procédé, il ne pourra faire valoir ses droits en réclamant à la Chambre de commerce et d'industrie de Limoges et de la Haute-Vienne une révision pour l'année ou les années écoulées.

Tout ajustement de tarif, accepté par la Chambre de commerce et d'industrie de Limoges et de la Haute-Vienne, ne nécessite ni la signature d'un avenant, ni la signature d'une annexe.

Clause de sauvegarde : La CCILHV se réserve le droit de résilier sans indemnité la partie non exécutée du marché à la date d'application du nouveau barème, lorsque que l'augmentation de ce barème est supérieure à 5% par an. Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier le marché si l'augmentation cumulée sur deux années consécutives est supérieure à 8%.

ARTICLE 8 – MODE DE REGLEMENT – FACTURATION

8.1 Condition de paiement spécifique au lot 1

Le titulaire s'engage à transmettre à la Chambre de commerce et d'industrie de Limoges et de la Haute-Vienne un relevé des publicités (rapport de commercialisation) au plus tard **dix (10)** jours ouvrables après la date de sortie du magazine.

A partir de ce relevé, la Chambre de commerce et d'industrie de Limoges et de la Haute-Vienne établira une facture avec échéance de règlement au comptant soit un maximum de quarante-cinq (45) jours date de facture.

La Chambre de commerce et d'industrie de Limoges et de la Haute-Vienne effectuera une régularisation annuelle au regard de la proposition des versements minimums que le titulaire s'est engagé à reverser dans l'acte d'engagement du lot n° 1 et son annexe « Bordereau des prix ».

8.2 Conditions de paiement lot 2

Les sommes dues seront payées en euros dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement.

Le mode de règlement est le virement bancaire.

Le marché est financé sur fonds propres de la Chambre de commerce et d'industrie de Limoges et de la Haute-Vienne.

8.3 Conditions de facturation

Les factures seront trimestrielles, libellées en euros et envoyées **via CHORUS PRO** (Siret CCI : 188 708 010 00015 et n° de marché à indiquer – 20251104).

Les factures afférentes au paiement seront libellées en euros et comporteront les indications suivantes :

- les nom et adresse du titulaire,
- le numéro de son compte bancaire ou postal (en cas de changement de coordonnées bancaires, le prestataire en avisera l'administration par courrier auquel sera joint un relevé d'identité bancaire ou postal),
- le numéro (la référence) du marché,
- la désignation complète des produits, leur conditionnement et leur qualité,
- l'adresse de livraison,
- le montant des prix unitaires hors taxes,
- le taux et le montant de la TVA,
- le montant total TTC,
- la date,

La facture sera libellée en euros. Le règlement des prestations se fera en euros.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors TVA, et l'administration lui communiquera un numéro d'identification fiscale. La monnaie de compte du marché est l'euro.

ARTICLE 9 – ASSURANCES

Le titulaire doit être couvert par un contrat d'assurance, en cours de validité et contracté auprès d'une assurance de solvabilité notoire, au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1382 et 1384 modifiées du Code Civil ainsi qu'au titre de sa responsabilité professionnelle, garantissant les conséquences pécuniaires qu'il pourrait encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels causés à l'occasion de l'exécution des prestations, objet du présent marché.

Il doit produire, dans le délai de 15 jours à compter de la notification du marché et à toute demande de la Chambre de commerce et d'industrie de Limoges et de la Haute-Vienne, une attestation de son assureur en cours de validité indiquant la nature et la durée de la garantie, en vertu de l'article 9 du CCAG-FCS 2021.

Le titulaire s'engage à informer expressément le pouvoir adjudicateur de toute modification de son contrat d'assurance, pour quelque motif que ce soit, et à lui remettre, immédiatement, une nouvelle attestation.

ARTICLE 10 – MONNAIE – LANGUE – DROIT ET REGLEMENT DES LITIGES

L'unité monétaire tenue pour la conclusion du marché est l'euro.

Les candidats formuleront leur offre en euros.

Les offres des candidats et tous les documents relatifs au présent marché seront entièrement rédigés en français.

En cas de litige, le droit français est seul applicable. Les tribunaux administratifs français sont seuls compétents. Il sera fait application des dispositions des articles 46 du CCAG-FCS. Le tribunal administratif est seul compétent pour régler les litiges relatifs au présent marché.

ARTICLE 11 – PENALITES

Si le titulaire ne respecte pas les délais de livraison, il se verra appliquer les pénalités prévues à l'article 14 du CCAG-FCS.

Une pénalité sera appliquée au titulaire qui ne se sera pas régulièrement acquitté des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 à L.8221-5 du Code du Travail.

Le montant de cette pénalité sera égal à 10 % du montant du marché, sans pouvoir excéder celui des amendes qu'il aura encourues en application des articles L.8224-1, L.8224-2 et L.8224-5 du Code du Travail.

ARTICLE 12 – RESILIATION

Le marché pourra être résilié dans les conditions prévues au chapitre 7 du CCAG-FCS 2021.

D'autre part, en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés dans l'arrêté du 22 mars 2019 ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D 8222-5 ou D 8222-7 à 8 du Code du Travail, il sera fait application aux torts du titulaire des conditions de résiliation prévues par le marché.

Les excédents de dépenses résultant de la passation d'un autre marché, après résiliation, sont prélevés sur les sommes qui peuvent être dues à l'entrepreneur, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance.

Les diminutions éventuelles de dépenses restent acquises au pouvoir adjudicateur.

ARTICLE 13 – CLAUSE DE CONFIDENTIALITE ET DE SECRET

Le titulaire est tenu, ainsi que l'ensemble de son personnel et, le cas échéant, de ses sous-traitants et fournisseurs, au secret professionnel et à l'obligation de confidentialité pour tout ce qui concerne les faits, informations, études, données, illustrations, maquettes dont il a ou aura connaissance au titre de l'exécution du présent marché.

Il s'interdit notamment toute communication écrite ou verbale sur ces sujets et toute remise d'informations et/ou de données sur quelque support que ce soit à des tiers sans accord préalable de la Chambre de commerce et d'industrie de Limoges et de la Haute-Vienne.

Le non-respect de ces dispositions est considéré comme une faute de nature à conduire la Chambre de commerce et d'industrie de Limoges et de la Haute-Vienne à résilier le marché aux torts du titulaire, aux frais et risques de ce dernier, sans préjudice des réparations éventuelles demandées par la Chambre de commerce et d'industrie de Limoges et de la Haute-Vienne au titulaire, au titre de l'article 1348 modifié du Code Civil (sans préavis ni indemnités).

La Chambre de commerce et d'industrie de Limoges et de la Haute-Vienne s'engage à ne divulguer par quelque moyen que ce soit aucune information reçue de la société et signalée par elle comme confidentielle.

Le titulaire s'engage à reconstituer, à ses frais, les informations qui seraient perdues ou rendues inutilisables de son fait.

ARTICLE 14 – DEROGATION AU CCAG-FOURNITURES COURANTES ET SERVICES

Sans objet.